

eco



ÉDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP16 - MOP 6, Cancun, Nov-Décembre 2010
Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org

Le Royaume-Uni montre l'exemple

Nous manquons cruellement de pays développés montrant l'exemple de la transition vers une économie neutre en carbone. La position de nombreux pays Annexe I donne l'impression qu'ils traînent des pieds au lieu de foncer vers un futur plus vert.

Donc c'est avec joie et bonheur que nous avons entendu l'appel par le puissant comité climat de le Royaume-Uni pour que le pays réduise ses émissions de 60% d'ici 2030, par rapport à 1990, avec une utilisation « à la marge » des mécanismes de flexibilité.

Le comité est un organe réglementaire créé dans le cadre de la loi climat innovante du Royaume-Uni qui conseille et suit la progression vers ces objectifs. La loi applique un objectif juridiquement contraignant qui réduit les émissions de 80% d'ici 2050, et s'organise autour de budgets carbone quinquennaux.

Le comité précise qu'une réduction de 60% des émissions d'ici 2030, (et d'au moins 50% d'ici 2025), est faisable à un coût abordable : moins de 1% du PIB anglais. Mais, le Royaume-Uni s'engage avant tout vers une économie verte, pourvoyeuse d'emploi avec le développement fort des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Le Comité propose aussi des objectifs pour l'ambition de l'UE pour 2020 et au-delà. Le Comité veut que l'UE adopte l'objectif de 30% le plus rapidement possible. Entre temps, le Royaume-Uni agira unilatéralement, au moins dans les secteurs couverts par le marché carbone européen.

Alors que l'UE est elle aussi en train d'envisager des objectifs pour 2030, en prévision du rapport qui sortira au printemps 2011, le Comité tire l'ambition vers le haut en appelant l'UE à adopter un objectif 2030

de - 55% par rapport aux niveaux de 1990. Ici à Cancun, les parties négocient un texte qui imposera le développement de plans d'action zéro carbone. Le Comité du Royaume-Uni essaie de démontrer que c'est faisable.

Bien sûr, le gouvernement anglais doit maintenant agir, sur les conseils du Comité. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le premier Ministre David Cameron s'est engagé à gouverner « vert ». Il n'y a pas de meilleur moyen de l'illustrer qu'en actant les recommandations du Comité.

Avec de nouvelles politiques fortes pour atteindre ces objectifs, le Royaume-Uni pourrait véritablement lancer la transition vers une économie verte et réduire son importation d'énergie fossile. Ce serait aussi un signal fort en direction des autres pays développés : l'économie neutre en carbone n'est pas un monstre mais une opportunité.

La Banque Mondiale au charbon: « Ne me quitte pas... »

Alors que la Banque Mondiale se positionne comme un acteur central dans le financement pour le climat, l'incohérence de ses pratiques de prêts interpelle vivement.

Malgré une augmentation des sommes prêtées dans le domaine des énergies renouvelables, l'institution a dépensé plus pour le charbon en 2010 que pour les ENR et l'efficacité énergétique réunies. L'engagement continu de la Banque en faveur du charbon, la source de combustible la plus énergivore et la plus destructrice, est une ombre à son bilan que toutes ses déclarations rassurantes ne peuvent effacer.

Si la Banque Mondiale affirme qu'elle peut

financer de façon crédible les politiques climatiques, elle doit le prouver en s'engageant de façon ferme et incontestable à assainir son comportement.

Aujourd'hui se présente pour elle l'opportunité de démontrer sa bonne volonté en révisant sa Stratégie Énergétique : supprimer progressivement le soutien aux combustibles fossiles, assurer l'accès énergétique à tous et garantir que les prêts alloués aux projets hydrauliques de grande échelle répondront à des exigences strictes.

Une stratégie ferme et ambitieuse encadrant les investissements pour les années à venir donnerait un signal fort sur la sincérité de

l'engagement de la banque vis-à-vis du Climat. Sans ce signal, il est clair que la Banque ne pourra jouer aucun rôle dans le futur financement des politiques climatiques, pas même celui d'administrateur. Derrière ses grands discours et ses jolies brochures vertes, une grande partie de ses prêts dédiés au secteur énergétique finance des projets liés au charbon. Le monde change rapidement et la Banque est à la traîne. Si elle compte réellement participer à l'économie propre du 21^{ème} siècle, elle doit d'abord réparer ses erreurs passées.

La Banque Mondiale peut lancer le signal le plus fort de tous : Quitter le charbon pour de bon.

Adaptation : Fin du jeu

Les progrès en faveur de l'atténuation seront décisifs cette semaine. Mais n'oublions pas que pour une large part de la population mondiale, l'adaptation est une question de survie et plus les grands émetteurs tarderont à réduire leurs émissions, plus il faudra s'adapter.

Les niveaux actuels d'engagements de réduction des émissions nous laissent présager une hausse des températures de 4°C d'ici la fin du siècle par rapport aux niveaux pré-industriels. Les conséquences seront terribles: augmentation du niveau de la mer, recul des glaciers, l'acidification des océans, la perte de la biodiversité, la dégradation des sols et des forêts. Nous connaissons ces impacts, mais leurs conséquences sur les populations locales ne peuvent pas être anticipées complètement. Ces impacts toucheront les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables, détruisant leurs habitations, portant atteinte à leurs moyens d'existence et aux ressources naturelles, tout en rendant de nombreux territoires de part le monde inhabitables.

Deux questions ont été étudiées des négociations. Premièrement, cette semaine les Parties doivent s'entendre sur un mandat de travail pour mieux comprendre et prendre en compte les pertes et dommages, et décider d'un programme de travail, incluant des ateliers, afin de développer les modalités de fonctionnement du mécanisme qui sera approuvé à la COP 17.

L'autre question clé est de s'assurer que le texte fait uniquement référence aux effets du changement climatique. Nous saluons la suppression des mesures de ripostes dans le chapitre II (Adaptation) de la dernière version du texte de la Chair (CRP.2). Les mesures de riposte se rapportent aux effets de l'atténuation, par exemple la baisse des revenus issus du pétrole consécutif à la baisse de consommation de pétrole des économies bas-carbone. Ces mesures ne doivent pas détourner les fonds nécessaires pour protéger ceux qui sont en danger face au changement climatique.

Parce que ces deux questions sont bien distinctes, il n'est pas approprié d'inclure les mesures de riposte dans l'adaptation. Cela est d'autant plus vrai qu'elles figurent déjà dans le texte sur l'atténuation (Chapitre III, Section F). Les pays développés ne contribueront pas financièrement au cadre d'action pour l'adaptation si la référence à ces mesures est maintenue. Sur ce point, la négociation doit définir un moyen simple et direct de protéger toutes les populations, en particulier ceux qui sont le plus exposés aux dangers du changement climatique.

Des progrès remarquables sur l'article 6

Il y a un endroit, cette semaine, où les Parties ont réellement fait montre d'ambition et de souplesse. Le brouillon d'une décision de la COP nous est parvenu. Celle-ci porte sur l'Article 6 qui s'intéresse à la sensibilisation de l'opinion et la transmission de connaissances sur le changement climatique. ECO est ravi de constater que l'ensemble des réclamations des délégués de la jeunesse ont été incluses dans le texte, en particulier l'éducation périscolaire, la participation des jeunes dans les processus décisionnels et le financement des programmes d'éducation.

Le mérite en revient particulièrement au G77+Chine, et plus spécialement à la République Dominicaine pour leur leadership. Après un début tranquille au sein du groupe contact, la République Dominicaine, réagissant à la présence massive de jeunes dans la pièce, est intervenu pour inciter à plus

de souplesse et ainsi offrir à la jeunesse la décision finale qu'elle méritait. Comme un trophée, le brouillon de cette décision de la COP a rapidement été conclu.

Le Président de la SBI remarquait que c'était la toute première fois qu'un groupe contact parvenait à une décision en seulement 90 minutes, et ainsi récompensait le président du groupe d'une étoile d'or.

Cependant, tout ce travail pourrait n'avoir servi à rien si la COP n'approuve pas cette résolution préliminaire de la SBI. Mais ECO devine que les Parties ont eu une éducation suffisante pour voir que l'Article 6 va dans leur intérêt.

Quand il sera finalement validé, l'ambition et la volonté qui auront gouverné à l'obtention de ce compromis sur l'Article 6 resteront dans les esprits des parties prenantes comme l'évènement de cette semaine.



L'Arabie saoudite, Wikileaks et la diplomatie du climat

Ceux qui prennent le temps de regarder au delà des frontières du Moon Palace, et du Cancun Messe auront appris que Wikileaks rendait transparent les échanges de notes internes aux USA. Parmi les notes concernant le climat figure celle de l'ambassadeur étasunien en Arabie saoudite: «Les officiels Saoudiens sont très préoccupés qu'un traité sur le climat réduise de façon significative leurs revenus alors même qu'ils font face aux coûts liés à la diversification de leur économie». «Le Roi est particulièrement attentif à éviter que l'Arabie saoudite soit pointée du doigt, particulièrement concernant l'environnement».

L'Arabie saoudite fait face au réel défi de devoir s'éloigner du pompage de liquides noirs et de diversifier son économie. Il est plus facile d'évoluer vers de nouveaux produits semblables à ceux qui sont déjà fabriqués plutôt que d'effectuer des sauts vers des activités économiques complètement différentes. Et le pétrole est un secteur particulièrement difficile à partir duquel se diversifier. Et la nation est jeune, ce qui crée des besoins d'emplois auxquels l'addiction aux exportations de pétrole ne répond pas.

Au regard de ces difficultés, l'Arabie saoudite fait de réels efforts pour diversifier son économie. Même ceux qui sont le plus dévoués au pétrole constatent que le reste du monde avance vers un avenir à faible intensité carbone, même si c'est à une vitesse trop lente selon ECO ou n'importe quel climatologue.

Le Royaume accomplit quelques changements engageants, tel que la fondation de l'Université Roi Abdallah de la Science et de la Technologie, qui formera les rangs des ingénieurs et des scientifiques. C'est un renforcement des capacités de R&D, dont la modélisation climatique ainsi que «l'agression (sur les barrières de corail de la mer Rouge) provenant de facteurs naturels et anthropogéniques dont... le changement climatique», (l'université à parfaitement compris ce que les négociateurs ici n'ont pas compris). Aussi, le pays investit lourdement dans la recherche solaire.

Si le Royaume d'Arabie saoudite essaie de développer une économie pauvre en

carbone et économiquement diversifiée, pourquoi travaille t'il tout autant pour empêcher le monde de progresser sur le changement climatique ?

Les dépêches de Wikileaks divulguent aussi l'opinion de l'ambassadeur étasunien selon lequel « Les officiels Saoudiens ont suggéré qu'ils ont besoin de trouver une façon de descendre gracieusement de leur position de négociation dure. Un engagement plus soutenu en coordination avec d'autres Gouvernements, surtout si c'est fait de façon à développer les partenariats pourrait les y aider».

Si l'Arabie saoudite est préoccupée par les critiques mais prête à se développer d'une autre façon, ECO fournit respectueusement quelques idées pour modifier leur position dans les négociations ici et maintenant et pour laisser leur réputation négative au passé. A cette fin, le Royaume pourrait:

* Percevoir la transition globale vers un avenir à faible dépendance vers le carbone comme une opportunité. En investissant sagement sa richesse fossile existante, le Royaume a beaucoup à offrir,

* Développer une vision à long terme pour son avenir post-pétrole comme une économie faiblement carbonée en développant son extraordinaire ressource solaire. Ceci en partenariat avec d'autres pays.

* Arrêter de lier les mesures de riposte / les effets d'excédents aux mesures d'adaptation. De telles tactiques de négociation ne créent pas d'amis et peuvent mettre des vies en danger.

* Soutenir l'inclusion des engagements de l'Accord de Copenhague dans l'UNFCCC comme base pour des discussions à venir en 2011.

* Arrêter de bloquer la revue du 1.5°C telle que proposé par l'AOSIS ainsi que d'autres initiatives augmentant les ambitions de réduction. Ainsi, parmi d'autres choses importantes, les superbes récifs coralliens, les algues et les forêts de mangroves très productives (et séquestrant le carbone) pourront survivre à l'âge du pétrole.

Résultats clés : «Emission Gap Report»

PNUE - nov 2010

- Les études montrent que les niveaux des émissions de 44 gigatonnes de CO₂ équivalent (GteqCO₂) (fourchette : 39-44 GteqCO₂*) en 2020 serait conforme à une chance «vraisemblable» de limiter le réchauffement global à 2°C.

- Sous un scénario «business as usual», les émissions pourraient atteindre 56 GteqCO₂ (fourchette : 54-60 GteqCO₂) en 2010, laissant un écart de 12 GtCO₂.

- Si les engagements les moins ambitieux étaient mis en application de façon « indulgente »*, les émissions pourraient atteindre 56 GtCO₂.

- Selon le rapport, le fossé pourrait être réduit de façon substantielle par des mesures discutées dans les négociations :

- augmentation des ambitions, engagements conditionnels

- adoption de règles de fonctionnement qui évitent une hausse nette des émissions issues

- (a) d'une comptabilisation «indulgente» de l'usage des sols, des changements d'affectation des sols et de la foresterie,

- (b) de l'utilisation d'unités de surplus d'émission.

- Si les mesures ci-dessus étaient mises en place, les émissions en 2020 pourraient être réduites à 49 GteqCO₂ (fourchette : 47-51 GteqCO₂) réduisant le fossé à 5 GteqCO₂. Cela équivaut environ aux émissions annuelles globales de toutes les voitures, bus et transports du monde en 2005 - Mais c'est aussi presque 60% du chemin à parcourir pour atteindre l'objectif de 2°C.

- Il sera aussi important d'éviter l'élargissement du fossé en évitant le « double-compte » des mécanismes de flexibilité.

- Les études montrent qu'il est possible de colmater le fossé restant à travers des actions domestiques plus ambitieuses, certaines pouvant être soutenues par des financements climat internationaux.

- Avec ou sans fossé, les études actuelles indiquent que des réductions d'émissions drastiques sont nécessaires après 2020 afin de conserver des chances de limiter le réchauffement à 2°C ou à 1,5°C.

*Les fourchettes se réfèrent à la «majorité des résultats», c'est à dire 20^{ème} et 80^{ème} centile.

**«Indulgent» dans ce rapport est le terme utilisé pour qualifier les règles de comptabilisations LULUCF, et l'utilisation d'unités de surplus d'émission dans la hausse d'émissions nette.

<http://www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport/>

Comblent le trou d'UQA

Ce n'est pas la première fois que ECO intervient sur les Unités de Quantités Attribuées (vulgairement dits 'quotas d'émissions' ou UQA). S'il sont transférés dans la 2^{ème} période d'engagement sous le Protocole, les surplus de quotas permettraient d'atteindre l'objectif agrégé des pays annexe B. Mais ce n'est qu'une échappatoire, puisque cet afflux d'air chaud ralentira la transition vers une économie sobre en carbone. Eco constate que peu d'avancées ont été réalisées sur ce problème majeur dans l'AWG-KP.

En revanche, la dernière proposition de texte du KP par le président contient des options intéressantes pour résoudre la question du surplus des quotas qui menace l'intégrité environnementale du Protocole de Kyoto.

L'option 2 de l'article 3, paragraphe 13 et 13bis montre qu'on peut effectivement empêcher les surplus de venir polluer les réductions d'émissions nationales des pays Annexe B. En permettant aux surplus d'UQA d'être utilisés exclusivement par les pays qui ont enregistré de tels surplus et seulement lorsque leurs émissions sont plus élevées que leurs quotas d'émissions dans la 2^{ème} période. Cette option a aussi l'avantage d'annihiler tout risque de « blanchiment d'UQA » : vente des quotas alloués pour la 2^{ème} période et utilisation des quotas de la 1^{ère} période pour atteindre l'objectif.

Il existe cependant un gros risque encore que cette option encourage les pays avec des surplus d'UQA à abandonner toute action climat. ECO encore un fois suggère d'appliquer un taux d'escompte aux surplus utilisés pour atteindre l'objectif domestique afin d'en limiter le nombre. Il suffit de combiner option 1 et 2 dans le texte du chair. ECO invite l'UE en particulier à exprimer de l'ambition. L'UE n'était-elle pas une des parties à avoir conditionné son adhésion à une 2^{ème} période d'engagement au renforcement de l'intégrité environnementale du Protocole ? Bonjour Bruxelles, il est temps de l'assumer ! Enfin, regardons la vue d'ensemble et tirons les leçons du passé. On va continuer à générer de larges quantités de surplus au cours de la 2^{ème} période si on ne tire pas vers le haut les objectifs actuellement très faibles des pays développés. Afin de minimiser encore un plus l'impact négatif sur l'intégrité environnementale du Protocole, tous les pays devraient s'engager à investir la vente des surplus de la 2^{ème} période sur des projets climato-compatibles, via des programmes d'investissement vert, transparents et soumis à une veille internationale. Tout problème a sa solution, à condition de bien vouloir la trouver.

CCS et MDP: attention danger

Samedi matin lors de la session sur la capture et le stockage du carbone (CCS), ECO a été choqué d'apprendre que l'option de garder le CCS en dehors des Mécanismes de Développement Propres soit absente du texte transmis à la CMP en vue d'une décision.

Le CCS recèle encore de nombreux problèmes et il est loin d'être opérationnel pour des centrales d'énergie de grande taille. Et pourtant en commandant une étude préliminaire, la porte s'ouvre pour le laisser pénétrer le système des MDP. Cela pourrait-il être parce que réinjecter le CO₂ dans le sol est le meilleur moyen d'améliorer le taux de récupération du pétrole

L'inclusion du CCS conduira probablement à une incitation perverse à augmenter les émissions, et sa participation aux MDPs tient du conte de fées. Par exemple, il est peut-être affirmé « qu'en injectant le CO₂ dans le sol, les émissions seront réduites et qu'une technologie propre et de pointe pourra ainsi être transférées aux pays en développement ». Pourtant, ce qu'il faut

lire entre les lignes, c'est plutôt, "qu'en injectant le CO₂, nous pouvons siphonner un peu plus le pétrole du sous-sol et cela avant que la sécurité de cette technologie du CCS soit établie ; si des problèmes adviennent ce ne seront plus les nôtres.»

Depuis longtemps, ECO pense que le CCS ne doit pas être inclus dans le MDP. Il devrait être redit que, selon les accords de Marrakech, l'ajout d'un nouveau type de projet nécessite la preuve de son innocuité pour l'environnement. Le CCS est encore en phase test et son inoffensivité n'a pas encore été pleinement établie, en particulier à long terme. De plus, le CCS a de grande chance d'être financièrement inabordable. Et une petite rallonge via la vente de crédits carbone ne suffira pas pour améliorer sa viabilité financière au niveau requis pour de tels projets.

Dans beaucoup de cas, un CCS MDP pourrait être une mascarade pour prolonger l'exploitation pétrolière. Nous agissons comme un fumeur qui ne parvient pas à briser son addiction.



“Climate Elephant” par Daniel Dancer -- New Delhi, India

3 000 étudiants et professeurs de la Ryan International School à New Delhi, et des volontaires du Indian Youth Climate Network ont rejoint l'artiste aérien Daniel Dancer pour former un énorme éléphant pataugeant dans l'eau montante, pour demander aux leaders politiques de ne pas ignorer « l'éléphant dans la pièce ».

-- climate change. Credit: DDancer/artforthesky.com



Fossile du Jour

#1 - Pas de fossile hier

Mais tremblez !!!

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le ministère français de l'écologie (MEDDTL) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglais. ECO français est disponible sur :

www.rac-f.org